Loi N° 74-52 du 10 juin 1974, portant prorogation du délai prévu à l'article 6 de la loi N° 70-25 du 19 mai 1970, fixant les modalités de cession de terres domaniales à vocation agricole (1).

Au nom du Peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

L'Assemblée Nationale ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article Unique. — Le délai prévu à l'article 6 de la loi N° 70-25 du 19 mai 1970, fixant les modalités de cession de terres domaniales à vocation agricole est prorogé jusqu'au 31 décembre 1975.

Les dispositions de la présente loi prennent effet à compter du 1er janvier 1973.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Carthage, le 10 juin 1974

Le Président de la République Tunisienne :

HABIB BOURGUIBA

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 4 juin 1974.

Loi N° 74-53 du 10 juin 1974, relative au certificat de possession (1).

Au nom du Peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

L'Assemblée Nationale ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article Premier. — A titre exceptionnel, tout agriculteur qui exerce sur un immeuble rural pendant cinq années consécutives de bonne foi et à titre de propriétaire une possession paisible, publique, continue non interrompue et non équivoque, peut se faire délivrer dans les conditions prévues par la présente loi, une attestation dénommée « Certificat de Possession ».

Art. 2. — Les établissements de crédit sont autorisés, sur le vu du certificat de possession, à accorder des crédits à son titulaire et à prendre en garantie de la créance, une hypothèque du premier rang sur les biens du débiteur, objet du certificat de possession.

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée Nationale dans sa séance du 4 juin 1974.

Cette hypothèque suivra l'immeuble, objet du certificat de possession, en quelque main qu'il se trouve. Elle est inscrite sur le certificat de possession.

Art. 3. — Toute demande de certificat de possession doit être faite au Gouverneur, dans la circonscription duquel est située la propriété, et accompagnée des pièces suivantes :

- Une copie des pièces d'identité du requérant;
- Une copie de son extrait de naissance;
- Une affirmation sur l'honneur qu'il est bien propriétaire de l'immeuble pour lequel il demande un certificat de possession et qu'il a pris connaissance de l'article 6 de la présente loi;
- Une déclaration des propriétaires riverains faite au siège du Gouvernorat ou à la Délégation, d'où il résulte, qu'à leur connaissance, le requérant a la paisible jouissance de l'immeuble depuis cinq ans;
- Attestation du chef de secteur, contenant les indications les plus complètes dont il a connaissance, relatives à l'immeuble;
- Un exemplaire du Journal Officiel de la République Tunisienne, ayant publié gratuitement un avis portant à la connaissance du public que le requérant entend se prévaloir des dispositions de la présente loi, en vue d'obtenir un certificat de possession concernant l'immeuble, et accordant un délai d'un mois, pour faire opposition au siège du Gouvernorat;

— Le cas échéant, toutes pièces de nature à justifier le droit de propriété du requérant.

La demande doit indiquer la situation de la propriété, ses limites, sa contenance, la nature et l'étendue de chaque culture, le nombre d'arbres de chaque espèce y existant, avec leur âge, l'importance du cheptel mort et vif.

Art. 4. — Après examen des pièces produites et dans un délai qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la date de dépôt des pièces au Gouvernorat ou à la Délégation, le Gouverneur fera afficher pendant un mois, au siège du Gouvernorat, de la Délégation et des secteurs territoriaux le texte de l'avis publié au « Journal Officiel de la République Tunisienne ».

Si à l'expiration de ce délai, aucune opposition n'a été faite, le Gouverneur soumet le dossier à une commission constituée à cet effet et composée comme suit :

- le Gouverneur ou son représentant : Président;
- un Juge désigné par le Président du tribunal de première instance du siège du Gouvernorat;
- le Commissaire régional au développement agricole représentant le Ministère de l'Agriculture;
- et un représentant de l'Union Nationale des Agriculteurs.

La commission examine les dossiers soumis et se prononce sur l'octroi de la délivrance du certificat de possession.

Ses décisions sont prises à la majorité. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Elle peut, le cas échéant, décider un complément d'enquête en vue de vérifier la consistance matérielle du fonds ou de vérifier la véracité du témoignage des voisins limitrophes ou pour tout autre motif et ce dans un délai de quinze jours.

Lorsque la commission décide l'octroi du certificat de possession, celui-ci est délivré par le Gouverneur.

Art. 5. — Il est institué au siège de chaque Gouvernorat un registre spécial coté et paraphé où seront enregistrées des pièces justificatives produites à l'appui de chaque requête, la décision de la commission le numéro et la date du certificat délivré, ainsi que les hypothèques pouvant grever l'immeuble.

Le certificat de possession indique l'état civil complet du requérant, la situation, l'étendue, les limites de la propriété, ainsi que sa distribution culturale, le nombre d'arbres de chaque espèce. Il indiquera en outre, la date de sa délivrance et le numéro sous lequel il a été délivré.

Art. 6. — Sera punie d'un emprisonnement d'un à cinq ans, toute personne qui aura sciemment, par fausse déclaration, faux témoignage, ou production de faux papiers, pièces ou actes, ou par l'altération de l'un d'eux, obtenu ou fait obtenir un certificat de possession. Dans ce cas, le dit certificat sera retiré.

Art. 7. — Est assimilée au certificat de possession, pour l'obtention des crédits, l'attestation délivrée par le Ministre de l'Agriculture aux bénéficiaires de terres domaniales à vocation agricole conformément aux dispositions de la loi N° 70-25 du 19 mai 1970, ainsi que l'attestation délivrée par le Ministre de l'Agriculture certifiant que son titulaire est attributaire d'un lot obtenu en application de la réforme agraire instituée dans les périmètres publics irrigués dans le cadre de la loi N° 58-63 du 11 juin 1958 modifiée par la loi N° 60-6 du 26 juillet 1960 relative à la réforme agraire dans la Basse Vallée de la Medjerdah et de la loi N° 63-18 du 27 mai 1963 modifiée par la loi N° 71-9 du 16 février 1971 relative à la réforme agraire dans les périmètres publics irrigués.

Art. 8. — La loi N° 59-131 du 10 octobre 1959 modifiée par le décret-loi N° 60-20 du 10 septembre 1960 est abrogée.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au Palais de Carthage, le 10 juin 1974

Le Président de la République Tunisienne

HABIB BOURGUIBA

MINISTERE DE LA JUSTICE

NATIONALITE TUNISIENNE

Par décret N° 74-590 du 5 juin 1974 :

Par application des articles 19, 20, 21 et 25 du Code de la Nationalité Tunisienne ont obtenu la nationalité par voie de naturalisation.

Dossiers

Messieurs :

- 12459 Mustapha Ben Mohamed Troudi, né le 20 février 1922 à Kairouan
- 12509 Tahar Ben Mohamed Darragi, né le 12 septembre 1951 à Krib
- 12517 Slaheddine Ben Ahmed Ben Achour Ben Salah, né le 27 novembre 1940 à Tunis
- 12547 Béchir Ben Mohamed Laid, né le 16 janvier 1924 à Tunis
- 12570 Abdallah Ben Lakhdar Bouzidi, né le 5 mai 1934 à Sbeitla, ses enfants mineurs :
 Mohamed, né le 23 mai 1955 à Sbeitla
 Ali, né le 3 juillet 1956 à Sbeitla
 Boubaker, né le 28 décembre 1957 à Sbeitla
 Abdellaziz, né le 13 juillet 1960 à Sbeitla
 Mariem, née le 2 octobre 1961 à Sbeitla
 Noureddine, né le 23 mai 1963 à Sbeitla
 Jamel, né le 27 février 1965 à Sbeitla
 Monia, née le 2 mars 1968 à Sbeitla
 Najah, née le 23 mars 1970 à Sbeitla
 Karima, née le 5 avril 1972 à Sbeitla

- 12625 Rabeh Ben Ahmed Ben Larbi Ben Zaied, né le 10 août 1916 au Fahs, ses enfants mineurs :
 Nabiha, née le 15 mai 1956 au Fahs
 Noureddine, né le 30 octobre 1958 au Fahs
 Mohamed, né le 26 janvier 1962 au Fahs
 Faouzia, née le 3 novembre 1965 au Fahs
- 12758 Rabah Ben Tahar Boukhalfa, né le 15 février 1952 à Farouja-Bizerte
- 12866 Mohamed Tahar Ben Ahmed Ben Ali Ben Abdallah, né le 8 octobre 1949 à Tunis
- 12895 Mustapha Ben Belgacem Azouzi, né le 3 avril 1949 à Menzel Bourguiba
- 12899 Hassen Ben Said Hassen Filali, né en 1939 à Palestine Jérusalem
- 12939 Mohamed Ben Mohamed Ben Brahim Jazairi, né le 18 juillet 1940 à Mézita Le-Kef
- 13000 Lakhdar Ben Mahdi Harzeli, né le 7 mai 1934 à Bou Arada

Dossiers

Mesdames

- 8090 Fatma Bent Hadj Sadok Gharbi, née le 10 août 1930 à Sidi Bouzid
- 12660 Guiseppa, fille de Ignazio Pedone, née le 29 octobre 1897 à Tunis
- 12910 Saïda Bent Hadj Mohamed Zouaoui Rabrab, née le 14 septembre 1932 à Tunis

Dossiers

Mesdemoiselles

- 12710 Carolina, fille de Guglielmo Maccaccari, née le 4 mars 1930 à Sona Italie
- 12952 Zeineb Bent Mohamed Chouri, née le 9 février 1953 à Menzel Bourguiba
- 12433 Suite au décret n° 73-690 du 28 décembre 1973 (J.O.R.T. N° 51 du 31 décembre 1973) accordant la nationalité tunisienne par naturalisation à M. Chérif Ben Ali Laouar, né en 1904 à Khanechela Algérie. Sont saisis par l'effet collectif ses enfants mineurs :
 Salha, née le 1er mai 1954 à Medissa Menzel Temime
 Jamila, née le 18 décembre 1956 à Takelsa Soliman
 Idriss, né le 27 avril 1962 à Zangou Soliman
 Slaheddine, né le 20 décembre 1964 à Zangou Soliman
 Béchir, né le 18 novembre 1967 à Zangou Soliman.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

TABLEAUX COMPLEMENTAIRES D'AVANCEMENT

Personnel de Surveillance des Services Pénitentiaires
 et du Travail Rééducatif

ANNEE 1972

Surveillants Chefs

Pour le 4ème échelon :

- Hédi Sliman Ahmed Mahfoud, à compter du 1er septembre 1972
- Lyas Mohamed Mahmoud Amor, à compter du 1er septembre 1972